20 mars 1994 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'AFP le 20 mars 1994, sur les relations franco-allemandes après la polémique sur la commémoration du débarquement.

QUESTION.- Comment expliquez-vous les frictions perceptibles entre la France et l'Allemagne à propos des cérémonies d'anniversaire du débarquement de 1944 ?
- LE PRESIDENT.- L'état des relations entre la France et l'Allemagne ne justifie en rien cette émotion. J'entretiens, comme le fait le gouvernement, des relations amicales et constructives avec le Chancelier et le gouvernement allemands. C'est ainsi que pour ce qui touche à la commémoration du débarquement, la polémique s'est engagée en dehors de nous.
- Le Chancelier ne m'a exprimé aucune demande. Je réfléchis avec le Premier ministre à la meilleure façon de faire pour, à la fois, célébrer comme il se doit le cinquantième anniversaire et marquer qu'à la période que nous commémorons a succédé une coopération sans précédent dans l'histoire, au point d'avoir créé, sur le plan militaire, un Corps européen. Nous restons dans cet état d'esprit. Je me suis entretenu au téléphone de ces questions avec le Chancelier la semaine dernière et cette semaine. Nos collaborateurs se sont rencontrés. Le dialogue continue.
- Quant à affirmer, comme je l'ai lu ici et là, que le gouvernement fédéral aurait pu, par dépit, annuler des cérémonies à Berlin, c'est non seulement inexact mais encore faire injure à la dignité d'un grand pays comme l'Allemagne.
- QUESTION.- Qu'en est-il de la polémique née des propos prêtés à notre ambassadeur à Bonn, M. Scheer ?
- LE PRESIDENT.- J'ai coutume de recevoir les chefs de l'opposition des pays démocratiques, et j'en informe au préalable les autorités en place. Ceci est de pratique courante à Paris comme à Bonn. L'estime que l'on porte aux uns ne peut en rien se substituer à celle que l'on porte aux autres. Cela dit, nous avons avec le Chancelier beaucoup travaillé ensemble dans le meilleur esprit et nous continuerons de le faire dans l'intérêt de nos deux pays et de l'Europe.
- J'ajoute que le ministre des affaires étrangères allemand, M. Kinkel, est attendu à Paris le 24 mars. A cette occasion, je le recevrai comme cela était prévu de longue date.\